

Sabin Joseph

me du moulin

Deserters (Allier)

CLASSE 1905 ⁽¹⁾

Casoin

153^e Rég^t d'Artillerie 4^e

Entré aux armées le 1^{er} octobre 1904
Quitte les armées le

Classe dont l'homme fait partie ou avec laquelle il doit marcher d'après les
de service qu'il a complies,

Sur le fascicule de mobilisation en tête du livret.

AVIS.

Tout homme de troupe reçoit gratuitement, au moment de sa première incorporation, un livret individuel conforme au présent modèle.

Le livret individuel doit être laissé entre les mains du militaire à qui est délivré.

OBSERVATION IMPORTANTE.

Le livret doit être conservé avec le plus grand soin. Tout homme reconnu coupable de négligence à cet égard est passible de peines disciplinaires.

Il est expressément recommandé aux hommes de garder leur livret, même après avoir accompli le temps de service légal afin de pouvoir, le cas échéant, justifier au moyen de cette pièce de leur libération définitive.

L'homme qui perd son livret, étant dans ses foyers, doit faire immédiatement la déclaration au commandant de la gendarmerie.

Matières contenues dans le présent livret.

Fascicule de mobilisation.

Etat civil et militaire; services dans l'armée active; grade à l'époque de la libération du service actif; changements survenus dans le signalement; mariage contracté depuis l'incorporation; dates des passages et de la libération.....

Campagnes; blessures; citations et décorations.....

Engagements; cessation du service; instruction générale.....

Instructions diverses, militaire; stages et emplois; vaccination et revaccination.....

Tir.....

Tableau indiquant les mesures de l'homme et les types et subdivisions d'effets correspondant à ces mesures.....

Effets emportés par l'homme; observations importantes.....

Marques extérieures de respect.....

Extrait du Code de justice militaire.....

Dispositions de la loi du 15 juillet 1889.....

Visa de la gendarmerie.....

PAGES.

1 et 2

3

4

5 et 6

7

8

9

10

11 et 15

16 et 18

19 et 26

Classe de recrutement: 1905-1-
 Numéro au registre } 1719
 ou
 à la liste matricule.

Modèle n° 36.
 Art. 220 de l'Inst^m ministérielle
 du 29 juillet 1906.
 N° 96
 de la Nomenclature spéciale.

FASCICULE DE MOBILISATION. (Modèle Z.)

13^e RÉGION
 Classe de mobilisation: 1905.
 BUREAU DE RECRUTEMENT
 de Montluçon

Nom: Salvin
 et prénoms: Joseph

Né le 28 Octobre 1885 à Belertines

Profession: écuarisseur

Grade: (1) Soldat

Domicilié à Belertines

Canton de Montluçon Est

Département d'Allier

Est placé dans la position « SANS AFFECTATION ».

VOIR L'ORDRE POUR LE CAS DE MOBILISATION PAGE 3 DU PRÉSENT FASCICULE.

(1) Porter sur cette ligne la mention « Service auxiliaire » pour les hommes appartenant à ce service.

1001-23/d. ap. bleu 711-1906.

ges, appar-

et Blonds
 sus bleu
 ordinaire
 fort
 moyenne
 rond
 ovale
 mètre 62 cent.

particulières:

rec armé
 con
 m. Est

de la subdivision
 de tirage dans le

numéro
 de matricule.

Tout
incorporé
Le li
est déli

Le
homme
de pei
Il e
livret
afin d
pièce
L'h
faire
darme

Fascic
Etat o
de l
lem
et d
Camp
Renga
Instru
cina
Tir...
Table
d'ef
Effets
Marqu
Extra
Dispo
Visa o

ORDRE

POUR LE CAS DE MOBILISATION.

En cas de mobilisation portée à la connais-
sance des populations par voie d'affiches ou de
publication sur la voie publique, le porteur du
présent fascicule restera provisoirement dans ses
foyers et ne se mettra en route qu'après réception
d'un ordre d'appel lui indiquant le corps ou service
à rejoindre, le lieu de convocation, les jour et
heure de présentation.

A Montluçon, le 6 AOU 1929

Le Commandant du Bureau de recrutement,



Guerra. — N° 96 de la Nomenclature spéciale

, appar-

et
Blonde
is bleu
admirable
fort
moyenne
no
ovale
tre 62 cent.

articulières :

cel arme
con
n. Est

19

e la subdivision
e tirage dans le

uméro
te matricule.

Classe de mobilisation : 1
(Voir page 1 du fascicule remis en échange de celui-ci.)

PROCÈS-VERBAL D'ÉCHANGE DU FASCICULE DE MOBILISATION du (1) _____

Le présent fascicule, lorsqu'il est remplacé, doit être
envoyé au Commandant de recrutement qui a établi le
nouveau fascicule remis en échange de celui-ci.

Ce jour d'hui _____
nous, gendarme a _____ avons
inséré dans le livret individuel du denommé ci-dessus,
en échange du présent fascicule, un nouveau fascicule
qui lui prescrit (2) _____

Signature du titulaire

Signature du gendarme

- (1) Grade, disponible, réserviste, nom et prénoms.
(2) Reproduire les indications de l'ordre pour le cas de mobilisation du
nouveau fascicule (jour et heure en toutes lettres).

Le présent Livret, contenant vingt-six pages, appar-
tient à

Nom
écrit en bâtarde.

Prénoms :

Surnoms :

Né le 28 Octobre 1885.
à Desertines
canton de Montluçon Est
département de l'Allier
résidant à Cusset
canton de l'Allier
département de l'Allier
Profession de garçon boucher
Fils de Jacques Etienne
et de Estienne
domiciliés à Desertines Est
canton de Montluçon Est
département de l'Allier
Marié le _____
à _____
alors domiciliée à _____
département de _____

Cheveux et
Sourcils blonds
Yeux gris bleu
Front ordinaire
Nez fort
Bouche moyenne
Menton rond
Visage ovale
Taille : 1 mètre 63 cent.

Marques particulières :

Jeune soldat (1) Appelé pour le service armé
de la classe de 1904 de la subdivision de Montluçon
n° 17 de tirage dans le canton de Montluçon Est

ou Engagé _____ an, le _____ 19____
à _____, département de _____
A été compris sur la liste de recrutement de la classe de 19____, de la subdivision
d _____, n° _____ de tirage dans le
canton de _____

Numéro
au registre matricule
du recrutement :

1719

Partie de la liste du
recrutement cantonal.

102

Numéro
de la liste matricule.

(1) Appelé ou classé dans les services auxiliaires.

Temps de service
accompli
dans l'armée active.

Ans : 2
Mois :
Jours :

Grade

à l'époque de la libération du service actif (1).

1er Canonier Conducteur

Changements
survenus
dans le signalement
depuis
l'incorporation.

Taille rectifiée :

Mariage contracté
depuis
l'incorporation.

Marié le 19
à
alors domiciliée à
département d

Autorisation du Conseil d'administration en date du 19

Dates des passages et de la libération.

Dans la disponibilité de l'armée active.	Dans la réserve de l'armée active.	Dans l'armée territoriale.	Dans la réserve de l'armée territoriale.	Libération définitive du service militaire.
	1er Mars 1908	1er Mars 1909	1er Mars 1910	1er Mars 1911

A Montlucan le 14 octobre 1906.

Le Commandant du bureau de recrutement.

E. Carrière

(1) Indiquer si le titulaire est soldat de 1^{re} classe, caporal ou brigadier, ou sous-officier.

Bureau de recrutement
qui a établi le livret.

1 Montlucan

NOM
écrit en bâtarde.

Salvoir

PRÉNOMS :

Joseph

SURNOMS :

Né le 28 octobre 1885

à Desertines

canton de Montlucan 1^{er}

département de l'Allier

résidant à Lussat

canton de Montlucan 1^{er}

département de l'Allier

Profession de garçon boucher

Fils de Joseph Seidre

et de Mathias Louis

domiciliés à Desertines

canton de Montlucan 1^{er}

département de l'Allier

Marié le

à

alors domiciliée à

département d

Autorisation du Conseil d'administration en date du

ETAT-CIVIL.

BUREAU DE RECRUTEMENT
et
NUMÉRO AU REGISTRE MATRICULE.

PARTIE DE LA LISTE
de recrutement
cantonal.

NUMÉRO
de la
LISTE MATRICULE.

Montlucan 1719

1^{er}

58

N° 1008 Nomenclature générale.

5517 — 1/18 sp. 708-1918.

Signalement.

Photographie.

COULEUR

{ des yeux : *gris bleu*
 { des cheveux : *blond*

Taille : *1.63*

Taille
rectifiée : }

MARQUES ET ATTELIERS.

Empreintes digitales des deux index.

Signature du détenteur,

*Salon
Jouet*

Soldat (1) *appelé* Service (2) *armé* de la classe
de mobilisation de *1901*

A le 19

Le Commandant du Bureau de recrutement,

(1) Appelé, engagé volontaire, ajourné ou exempté.
 (2) Armé ou auxiliaire.

Décisions ou actes liant (1)

au service militaire ou modifiant, suspendant ou supprimant l'obligation de servir.

Mentionner, dans l'ordre chronologique les décisions des conseils de révision et des commissions de réforme (sursis d'incorporation, exemption, ajournements, incorporation, réforme temporaire, réforme n° 1 ou n° 2, classement dans le service auxiliaire ou dans le service armé) ainsi que les actes (engagements, rengagements, commissions, etc.), liant l'homme au service ou les circonstances (décès, retraite, etc.), faisant cesser le service.

Chaque inscription doit être datée et porter la signature et le timbre de l'autorité qui l'a prescrite.

Les différentes périodes d'exercices seront également inscrites dans ce tableau.

(1) Nom et prénom.

congés, permissions, séjour à
hospitiaux, etc.

	Date de Reprise	Durée	
		Orcis	Jours
1915. du 11 au 27 oct	27 oct		6
1916. 28 th au 7 oct.	7 oct.		7
1917 23 th au 2 février	2 fév.		7
" 27 mai au 4 juin	4 juin		7
" 12 au 22 jlc	22 jlc		7
1918 19 oct - 1 ^{er} janv.	1 ^{er} janvier		10
1918 la perm ^{on} de séjours	19 juillet		10
1918 - 20 et 3 j. à titre exceptionnel	17 août		13
1919 Parti le 16 février 1919			20

101 101 101

Campagnes.

En guerre contre
l'Allemagne et
l'Autriche
ses alliés

3

2 Août
17 Mars

NOMBRE.

du 19 14

au 19 101

du 19

au 19

du 19

au 19

du 19

au 19

du 19

au 19

du 19

au 19

du 19

au 19

du 19

au 19

TOTAL des campagnes.....

Blessures
et actions d'éclat,
citations.

Décorations.

Rengagements.

Rengagé le 19 pour an, à compter du 19
 Rengagé le 19 pour an, à compter du 19
 Rengagé le 19 pour an, à compter du 19
 Rengagé le 19 pour an, à compter du 19
 Rengagé le 19 pour an, à compter du 19
 Rengagé le 19 pour an, à compter du 19

Commissionné le

Motif (décès, réforme, retraite) et date de la cessation
 du service.

Instruction générale.

DEGRÉ D'INSTRUCTION.

1° A l'arrivée au corps (1)

2° Au moment du passage dans la disponibilité
 ou dans la réserve de l'armée active (1)

A SUIVI
 LE COURS

préparatoire (infanterie et cava-
 lerie) du 1^{er} degré, en
 du 2^e degré, en
 secondaire (artillerie, génie et train des équipages militaires)
 en
 supérieur (artillerie et génie) en

(1) Ne sait ni lire ni écrire. — Ou sait lire seulement. — Ou sait lire et écrire. — Indiquer les certi-
 ficats d'études, brevets ou diplômes universitaires.

a accompli une période d'exercice au 3^{em} Rég^t
 d'Art^{ie} 10^{em} Bataillon du 18 juin au 4 juillet 1914

A l'arrivée au corps (1) *Ne sait pas nager*

Au moment du passage dans la disponibilité ou dans la réserve de l'armée active (2) :

Instruction militaire.

Brevet spécial d'aptitude militaire obtenu le

Commencée le 10 *8^{bre}* 1905
 Instruction. { Suffisante pour que l'homme soit mobilisable le
 Terminée le

Élève caporal (ou brigadier) le

Admis au peloton des candidats sous-officiers (dans le corps où ces pelotons sont
 organisés) le

(1) Très bon nageur. — Nageur ordinaire. — Ne sait pas nager.

Tir à la cible.

RÉCOMPENSES

OBTENUES À LA SUITE DES TIRES DE L'ANNÉE
ET DES CONCOURS.

(Cours de chasse en drap, cours de classe
broches, grenades, épinglettes, médailles.)

CLASSEMENT
(FUSIL.)

Total
des balles mises.
(Revolver.)

ANNÉES.

19
19
19
19
19
19
19

Prix et Mentions honorifiques

OBTENUS DANS LES CONCOURS NON MILITAIRES.

53^e Régiment d'Artillerie

44^e Compagnie L.M.

NOMS & PRÉNOMS (1)	VACCINATION avec vaccin triple T.A. B. (2)			SIGNATURE lisible du Médecin (3)	VACCINATION avec vaccin double paratyphoïde A.B. (4)		
	Injct.	DOSE	DATE		Injct.	DOSE	DATE
Salvin Joseph	1 ^{re}	1,5	8/11/16	Decroocq L.	1 ^{re}		
	2 ^e	2c	21/1/16	Decroocq L.	2 ^e		
	3 ^e	2c	15/2/16	Decroocq L.	3 ^e		
	4 ^e	2c	28/2/16	Decroocq L.			

(Remplir cadre 2 ou 4 suivant le cas.)

OBSERVATIONS :

Indiquer ci-contre les contre-indications :

Tableau indiquant les mesures de l'homme et les types
e. subdivisions d'effets correspondant à ces mesures.

DESIGNATION des effets.	MESURES correspondant aux EFFETS DESIGNÉS.	TYPE ET SUBDIVISION DE L'EFFET CORRESPONDANT aux mesures prises (A). POINTURE ET GROSSEUR POUR LA CHAUSSURE			
		A l'époque de l'incorpora- tion.	Au moment du renvoi dans ses foyers.	Lors du 1 ^{er} appel comme réserviste.	Lors de l'appel comme territorial.
Capote ou manteau.	Longueur du dos (jusqu'à 33 centimètres de terre)	44 } Type B	} Type	44 } Type A	} Type
	Grosceur sous les bras	96 } 3 ^e sub.	} * sub.	96 } 3 ^e sub.	} * sub.
Tunique, dolman ou veste.	Longueur de la taille	38 } Type E	} Type	38 } Type E	} Type
	Grosceur sous les bras	92 } 1 ^e sub.	} * sub.	92 } 1 ^e sub.	} * sub.
Pantalou ou culotte.	Longueur d'entre- jambe	43 } Type G	} Type	43 } Type C	} Type
	Grosceur de cein- ture	85 } 3 ^e sub.	} * sub.	85 } 3 ^e sub.	} * sub.
Képi, shako ou casque.	Grosceur du tour de tête	56		56	
Bro- dequins, bottes ou bottines, souliers.	Longueur du pied	24 } Pointure: 29		24 } Pointure: 29	
	Grosceur aux doigts de pied.	25 } Pointure: 29		25 } Pointure: 29	
	Grosceur au cou- de-pied	24 } Pointure: 29		24 } Pointure: 29	
Guêtres.	Selon la pointure du soulier....				

(A) Si un homme a 130 centimètres comme longueur du dos, 108 centimètres comme grosceur sous les bras, on indiquera pour la capote : Type A, 1^{re} subdivision.
Si l'homme a comme longueur de taille 48 centimètres et comme grosceur sous les bras 108 centimètres, on portera pour la veste : Type A, 1^{re} subdivision.
Si l'homme a 92 centimètres comme longueur d'entrejambe et 85 centimètres comme grosceur à la ceinture, on indiquera pour le pantalon : Type A, 1^{re} subdivision.
Si la longueur du pied est de 27 centimètres, comme il est nécessaire de laisser au pied introduit dans la chaussure un jeu de 1 centimètre 1/2 environ dans le sens de la longueur, on insérera, pour la chaussure, la pointure 29, chiffre qui sera suivi du nombre 1, 2, 3 ou 4 pour indiquer la largeur de la chaussure qui lui convient.

Effets emportés par l'homme
au moment de son renvoi dans ses foyers.

Observations importantes.

1° Les militaires de l'armée active auxquels des effets sont laissés au moment de leur renvoi dans leurs foyers sont astreints, tant qu'ils ne sont pas définitivement libérés, à conserver ces effets et à les entretenir soigneusement. Ils devront arriver à leur corps porteurs de ces effets pour les périodes d'instruction et en cas de mobilisation. Les militaires qui ne se seront pas conformés à ces instructions seront passibles de punitions.

2° Les réservistes et les territoriaux qui, à la mobilisation, apporteront une paire de chaussures en bon état et remplissant les conditions générales du brodequin en service, seront remboursés de sa valeur.

Dispositions de lois ou règlements dont les militaires doivent avoir incessamment le texte sous les yeux.

MARQUES EXTÉRIEURES DE RESPECT.

DEVOIRS GÉNÉRAUX. — Les militaires doivent, en toutes circonstances, soit de jour, soit de nuit, même hors du service, de la déférence et du respect à leurs supérieurs des armées de terre ou de mer, quels que soient l'arme et le corps auxquels ils appartiennent.

L'inférieur prévient le supérieur en le saluant le premier; le supérieur rend le salut.

A grade égal, les militaires échangent le salut. Toutefois, les sous-officiers rengagés et les sous-officiers, caporaux ou brigadiers décorés de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire ont droit au salut des militaires du même grade non rengagés ou non décorés.

Le salut n'est pas dû par les gendarmes aux sous-officiers, caporaux et brigadiers des autres armées.

Les militaires des différents corps de l'armée doivent le salut à ceux de la gendarmerie, toutes les fois que ceux-ci portent les marques distinctives d'un grade supérieur au leur.

Les fonctionnaires du contrôle de l'administration de l'armée et de l'intendance militaire, les officiers du corps de santé militaire et les vétérinaires militaires ont droit au salut des militaires.

Y ont également droit : les officiers d'administration des divers services, les aumôniers militaires, les interprètes militaires, les chefs de musique.

Y ont encore droit, lorsqu'ils sont revêtus de leur uniforme ou de leurs insignes : les officiers du corps militaire des douanes et des chasseurs forestiers, les agents de la trésorerie et des postes, de la télégraphie militaire et des sections de chemins de fer de campagne assimilés ou traités comme officiers; les officiers et les sous-officiers des sapeurs-pompiers des communes; les officiers étrangers.

Le sous-chef de musique a droit au salut des sergents-majors, des sergents ou maréchaux des logis, des caporaux ou brigadiers et des soldats.

Les chefs armuriers ont droit au salut des sergents ou maréchaux des logis, des caporaux ou brigadiers et des soldats.

Les militaires de tout grade de la réserve et de l'armée territoriale ont les devoirs et les droits communs à tous les militaires dans toutes les circonstances où ils portent l'uniforme.

FORMES DU SALUT. — Le salut militaire, à pied et à cheval, quel que soit le grade et quelle que soit la coiffure, consiste à porter la main droite au côté droit de la visière, la paume de la main en avant, le coude légèrement levé, en regardant la personne que l'on salue.

Tout sous-officier, caporal, brigadier ou soldat qui est de pied ferme prend, pour saluer, la position du soldat sans armes et se tourne du côté du supérieur; s'il est assis, il se lève pour saluer; s'il croise un supérieur, il le salue quand il en est à six pas et continue à marcher en conservant l'attitude du salut jusqu'à ce qu'il l'ait dépassé; s'il marche derrière lui et le dépasse, il le salue en arrivant à sa hauteur et conserve l'attitude du salut jusqu'à ce qu'il l'ait dépassé.

Le salut ne se renouvelle pas dans une promenade ou dans tout autre lieu public.

Les sous-officiers, caporaux, brigadiers ou soldats ne se découvrent chez leur supérieur que lorsqu'ils les y autorise.

Tout militaire qui parle à un supérieur le salue et prend une attitude militaire.

Tout militaire qui passe devant un drapeau ou un étendard de régiment salue sans s'arrêter.

Tout sous-officier, caporal, brigadier ou soldat, armé du fusil, ou ayant le sabre à la main, qui parle à un officier, prend la position de *Ne posez arme ou sabre s'il est à pied ou celle de Portez sabre s'il est à cheval.*

PLANTONS ET ORDONNANCES. — Les sous-officiers, les caporaux ou brigadiers et les soldats remettent les dépêches de la manière suivante :

S'ils sont armés, ils s'arrêtent, prennent la position du soldat reposé sur l'arme, remettent la dépêche de la main gauche, se portent à six pas en arrière et attendent dans la même position; s'ils ne sont pas armés du fusil, ils s'arrêtent, saluent, remettent la dépêche de la main gauche et vont attendre à six pas, dans la position du soldat sans armes.

Les ordonnances à cheval saluent et remettent ensuite la dépêche de la main droite.

VISITES D'OFFICIERS. — Quand un officier entre dans une chambre, le caporal ou brigadier commandant *Fixe*. Les soldats se lèvent, se découvrent s'ils sont en képi, gardent le silence et l'immobilité jusqu'à ce que l'officier soit sorti ou qu'il ait commandé *Hépos*; si c'est un officier supérieur, le caporal ou brigadier commande *A vos rangs*; les soldats se placent au pied de leur lit; lorsqu'ils y sont, le caporal ou brigadier commande *Fixe*.

ARTICLE 47 DE LA LOI DU 15 JUILLET 1889.

Les militaires qui, pendant la durée de leur service, auront subi des punitions de prison ou de cellule, seront maintenus au corps après le départ des hommes de leur classe, pendant un nombre de jours égal au nombre de journées de prison ou de cellule qu'ils auront subies.

Cette disposition ne sera pas applicable aux militaires qui, au moment du départ des hommes de leur classe, seront en possession du grade de sous-officier ou de celui de caporal ou brigadier.

Si le total de ces journées de prison ou de cellule dépasse soixante, la durée du maintien au corps sera fixée par le conseil de discipline statuant en dernier ressort; elle ne pourra être inférieure à trois mois, ni supérieure à un an.

EXTRAIT DU CODE DE JUSTICE MILITAIRE.

ART. 231. — Est considéré comme déserteur à l'intérieur :

1° Six jours après celui de l'absence constatée, tout sous-officier, caporal, brigadier ou soldat qui s'absente de son corps ou détachement sans autorisation. Néanmoins, si le soldat n'a pas trois mois de service, il ne peut être considéré comme déserteur qu'après un mois d'absence;

2° Tout sous-officier, caporal, brigadier ou soldat voyageant isolément d'un corps à un autre et dont le congé ou la permission est expiré et qui, dans les quinze jours qui suivent celui qui a été fixé pour son retour ou son arrivée au corps, ne s'y est pas présenté.

ART. 235. — Est déclaré déserteur à l'étranger, en temps de paix, trois jours, et, en temps de guerre, un jour après celui de l'absence constatée, tout militaire qui franchit, sans autorisation, les limites du territoire français ou qui, hors de France, abandonne le corps auquel il appartient.

Nomenclature alphabétique des crimes et délits militaires et peines y attachées.

CRIMES OU DÉLITS.	PEINES.	ART. du Code.
Abandon du poste en présence de l'ennemi ou de rebelles armés.	Mort	213
Abandon sur un territoire en état de guerre ou de siège.	2 à 5 ans de prison	"
Abandon dans tous les autres cas.	2 à 6 mois de prison	"
Abandon étant en faction ou en vedette en présence de l'ennemi ou de rebelles armés.	Mort	211
Abandon sur un territoire en état de guerre ou de siège.	2 à 5 ans de travaux publics.	"
Abandon dans tous les autres cas.	2 mois à 1 an de prison	"
Absence du poste en cas d'alerte ou de la générale en temps de guerre ou en état de siège.	6 mois à 2 ans de prison	214
Absence d'un militaire au conseil de guerre ou il est appelé à sieger.	2 à 6 mois de prison	215
Achat ou recel d'effets de petit équipement.	6 mois à 1 an de prison	244
Achat ou recel de chevaux, d'effets d'armement, d'équipement ou d'habillement, de munitions ou de tout autre objet confié pour le service.	1 an à 5 ans de prison	244
Achat ou recel ou acceptation en gage d'armes de munitions, d'effets d'habillement, de grand et de petit équipement, ou de tout autre objet militaire.	La même peine que l'auteur du délit	247
Acte d'hostilité commis par un chef militaire, sur un territoire allié ou neutre, sans ordre ou provocation.	Destitution	(*) D 226
Armes portées contre la France.	Mort avec dégradation milit.	(*) D 204
Attaque sans ordre ou provocation contre les troupes d'une puissance alliée ou neutre.	Mort	(*) D 226
Capitulation avec l'ennemi.	Mort avec dégradation milit.	209
Capitulation en rase campagne.	Mort avec dégradation militaire ou destitution	210

(*) Article applicable aux hommes dans leurs foyers. (Voir les dispositions pénales, page 17.)

CRIMES OU DÉLITS.

PEINES.

ART.
du Code.

Commandement pris ou retenu sans ordre ou motif légitime.....	Mort.....	(*) D 238
Contrefaçon de sceaux, de timbres ou de marques militaires.....	Reclusion de 5 à 10 ans.....	259
Corruption dans le service, dans l'administration militaire.....	Dégradation militaire.....	261
— En cas de circonstances atténuantes.....	Empris. de 3 mois à 2 ans.....	(*) D 249
Dépossession d'un blessé.....	Reclusion.....	"
Dépouillement d'un blessé auquel il est fait de nouvelles blessures.....	Mort.....	"
Désertion à l'ennemi.....	Mort avec dégradation milit.....	238
Désertion en présence de l'ennemi.....	Détention de 5 à 20 ans.....	239
Désertion à l'étranger en temps de paix.....	2 à 5 ans de trav. publics (1).....	235, 236
Désertion en temps de guerre ou d'un territoire en état de guerre ou de siège.....	5 à 10 ans de trav. publics (1).....	235, 236
Désertion à l'intérieur en temps de paix.....	2 à 5 ans de prison (2).....	231, 232
Désertion à l'intérieur en temps de guerre ou de siège.....	2 à 5 ans de trav. publics (2).....	231, 232
Désertion avec complot en présence de l'ennemi ou étant chef de complot de désertion à l'étranger.....	Mort.....	241
Désertion étant chef de complot à l'intérieur.....	5 à 10 ans de travaux publics.....	"
Désertion dans tous les autres cas.....	Le maximum de la peine portée pour la désertion.....	"
Destruction volontaire d'édifices, bâtiments, ouvrages militaires, magasins, chantiers, vaisseaux, navires, bateaux à l'usage de l'armée.....	Travaux forcés de 5 à 20 ans.....	(*) D 252
— En cas de circonstances atténuantes.....	Reclusion de 5 à 10 ans, ou emprisonnement de 2 à 5 ans.....	"
Destruction, en présence de l'ennemi, des moyens de défense, de tout ou partie d'un matériel de guerre, des approvisionnements en armes, vivres, munitions, effets de campement, d'équipement, d'habillement.....	Mort avec dégradation militaire.....	(*) D 253
Destruction hors de la présence de l'ennemi.....	Détention de 5 à 20 ans.....	"
Destruction ou bris volontaire d'armes, des effets de campement, de casernement, d'équipement ou d'habillement appartenant à l'État.....	2 à 5 ans de travaux publics.....	(*) D 254
— En cas de circonstances atténuantes.....	Emprisonnement de 2 mois à 5 ans.....	"
Destruction des registres, minutes ou actes originaux de l'autorité militaire.....	Reclusion de 5 à 10 ans.....	(*) D 255
— En cas de circonstances atténuantes.....	Emprisonnement de 2 à 5 ans.....	"
Dissipation ou détournement d'armes, de munitions, effets ou autres objets remis pour le service.....	6 mois à 2 ans de prison.....	245
Distributions de substances, denrées ou liquides avariés, corrompus ou gâtés.....	Reclusion de 5 à 10 ans.....	265
— En cas de circonstances atténuantes.....	Emprisonnement de 1 à 5 ans.....	"
Divulgaration du mot d'ordre ou du secret d'une opération ou expédition.....	Mort avec dégradation milit.....	(*) D 266
Embauchage pour l'ennemi et pour les rebelles armés.....	Mort (De plus la dégradation militaire si le coupable est militaire).....	(*) D 268
Espionnage par les ennemis sous des déguisements.....	Mort.....	267
Espionnage pour l'ennemi ou recel d'espions ou d'ennemis.....	Mort avec dégradation militaire.....	(*) D 266
Évasion (Auteurs ou complices d') de prisonniers de guerre ou détenus, en cas de négligence.....	Emprisonnement de 6 jours à 5 ans.....	216

(1) La peine ne peut être moindre de trois ans pour le premier cas et de sept ans pour le second, si le coupable a emporté des armes, des effets d'habillement ou d'équipement, ou emmené son cheval, s'il était de service ou s'il avait déserté antérieurement. Le condamné, pour désertion en temps de guerre, sera en outre privé de ses droits électoraux.

(2) Le minimum est de trois ans, si le déserteur a emporté des armes, des effets d'habillement ou d'équipement, ou emmené son cheval, s'il était de service ou s'il avait déserté antérieurement.

(*) Article applicable aux hommes dans leurs foyers. (Voir les dispositions pénales, page 17.)

CRIMES OU DÉLITS.

PEINES.

ART.
du Code.

Évasion, en cas de connivence.....	Reclusion de 5 à 10 ans, travaux forcés de 5 à 20 ans, travaux forcés perpétuels.....	255
Falsification, par un militaire, de substances, matières, denrées ou liquides confiés à sa garde ou placés sous sa surveillance.....	Reclusion de 5 à 10 ans.....	255
— En cas de circonstances atténuantes.....	Emprisonnement de 1 à 5 ans.....	"
Faux sur des états de situation ou de revues.....	Travaux forcés de 5 à 10 ans.....	254
— En cas de circonstances atténuantes.....	Reclusion de 5 à 10 ans, emprisonnement de 2 à 5 ans.....	"
Faux certificats de maladie obtenus d'un médecin militaire par dons ou promesses.....	Dégradation militaire.....	267
Hostilités prolongées après l'avis de la paix ou d'une trêve ou d'un armistice.....	Mort.....	268
Incendie d'édifices, bâtiments ou ouvrages militaires, des magasins, chantiers, vaisseaux, navires ou bateaux à l'usage de l'armée.....	Mort avec dégradation militaire.....	257
— En cas de circonstances atténuantes.....	Travaux forcés de 5 à 20 ans.....	"
Infidélité dans le service, dans l'administration militaire.....	1 an à 5 ans de prison.....	264
Infidélité dans les états de troupe.....	Travaux forcés de 5 à 20 ans.....	257
Infidélité dans les postes.....	Reclusion de 5 à 10 ans, emprisonnement de 2 à 5 ans.....	253
Infidélité dans les poids ou mesures des rations.....	1 an à 5 ans de prison.....	"
Insoumission : jeunes soldats, engagés, réservistes et hommes de l'armée territoriale. Pour ces deux derniers, seulement en cas de récidive.....	Emprisonnement de 1 mois à 1 an.....	(*) D 230
Insoumission en temps de guerre.....	2 ans à 5 ans de prison.....	(*) D 230 (1)
Instigateurs de pillage en bande, soit avec arme ou force ouverte, soit avec bris de clôture ou violences.....	Mort avec dégradation militaire.....	(*) D 250
Insulte envers une sentinelle.....	6 jours à 1 an de prison.....	220
Intelligence avec l'ennemi, dans le but de favoriser ses entreprises.....	Mort avec dégradation milit.....	(*) D 265
Meurtre sur la personne de son hôte, sur celle de sa femme ou de ses enfants.....	Mort.....	256
Mise en gage d'effets d'armement, de grand équipement, d'habillement, ou de tout autre objet confié pour le service.....	6 mois à 1 an de prison.....	246
Mise en gage d'effets de petit équipement.....	2 à 6 mois de prison.....	"
Mort donnée à un cheval ou bête de trait ou de somme employée au service de l'armée.....	2 à 5 ans de travaux publics.....	(*) D 254
— En cas de circonstances atténuantes.....	Emprisonnement de 2 mois à 5 ans.....	"
Outrages par paroles, gestes ou menaces, envers un supérieur pendant le service ou à l'occasion du service.....	5 à 10 ans de travaux publics.....	224
Outrages hors ce cas.....	1 an à 5 ans de prison.....	"
Outrages envers un supérieur, commis par un réserviste ou par un homme de l'armée territoriale, postérieurement à son renvoi dans ses foyers, comme vengeance contre un acte d'autorité légalement exercé à l'occasion du service.....	5 à 10 ans de travaux publics.....	(*) D 223
— En cas de circonstances atténuantes.....	2 mois à 5 ans d'emprisonnement.....	(*) D 224
— A l'occasion d'un acte exercé hors du service, mais alors que le supérieur et l'inférieur étaient revêtus d'uniforme.....	1 à 5 ans d'emprisonnement.....	(*) D 224
— En cas de circonstances atténuantes.....	1 jour à 1 an d'emprisonnement.....	(*) D 224

(1) Le nom du coupable est affiché dans toutes les communes du canton de son domicile; de plus, l'homme est envoyé dans une compagnie de discipline à l'expiration de sa peine. Il sera, en outre, privé de ses droits électoraux. (Art. 75 de la loi du 15 juillet 1889.)

(*) Article applicable aux hommes dans leurs foyers. (Voir les dispositions pénales, page 17.)

CRIMES OU DÉLITS.

Participation d'un réserviste ou d'un homme de l'armée territoriale, en armes, ou revêtu d'effets d'uniforme, à un rassemblement tumultueux et contraire à l'ordre public.....

Pillage commis en bande, soit avec arme ou force ouverte, soit avec bris de clôture ou violence.

Pillage dans les autres cas.....

Port illégal de décorations, d'uniformes ou d'insignes.....

Prévarication dans le service, dans l'administration militaire.....

— Suivant les cas.....

— En cas de circonstances atténuantes.....

Prisonnier de guerre qui, ayant faussé sa parole, est repris les armes à la main.....

Provocation ou assistance à la desertion par un militaire.....

Provocation par un individu non militaire.....

Provocation à la fuite ou empêchement de ralliement en présence de l'ennemi.....

Rebellion envers la force armée ou les agents de l'autorité, sans armes.....

Rebellion avec armes.....

Rebellion par plus de deux militaires, sans armes

Rebellion avec armes.....

Rebellion par des militaires armés, au nombre de huit au moins.....

Rédiction de place sans avoir épuisé tous les moyens de défense.....

Refus d'obéissance pour marcher contre l'ennemi ou contre des rebelles armés.....

Refus d'obéissance sur un territoire en état de guerre ou de siège.....

Refus d'obéissance dans tous les autres cas.....

Revolte, suivant la gravité des faits, selon le nombre, la position et le grade de ceux qui y participent.....

Sommeil d'un factionnaire ou d'une vedette en présence de l'ennemi ou de rebelles armés.....

Sommeil sur un territoire en état de guerre ou de siège.....

— Dans tous les autres cas.....

Soustractions commises par des comptables militaires.....

— En cas de circonstances atténuantes.....

Tentative de contrainte ou de corruption n'ayant produit aucun effet.....

Trafic, à son profit, des fonds ou deniers appartenant à l'État ou à des militaires.....

Trahison.....

Usage frauduleux des sceaux, timbres ou marques militaires.....

Vente d'effets de petit équipement.....

Vente de son cheval, de ses effets d'armement, d'équipement ou d'habillement, de munitions ou de tout autre objet confié pour le service.....

Violation de consigne en présence de l'ennemi ou des rebelles.....

Violation sur un territoire en état de guerre ou de siège.....

— Dans tous les autres cas.....

PEINES.

ART.
du Code.

2 mois à 5 ans de prison.....

5 à 10 ans de travaux publics.....

— de reclusion ou mort, — selon les cas..... (*) D 225

Mort avec dégradation militaire..... (*) D 250

Reclusion..... 266

2 mois à 2 ans de prison.....

Travaux forcés de 5 à 20 ans..... 261, 263

Dégradation militaire..... "

Reclusion de 5 à 10 ans, emprisonnement de 3 mois à 5 ans..... "

Mort..... (*) D 204

Peine de la desertion..... (*) D 242

2 mois à 5 ans de prison.....

Mort avec dégradation militaire..... (*) D 205

2 à 6 mois de prison..... 225

6 mois à 2 ans de prison..... "

2 à 5 ans de prison..... "

Reclusion de 5 à 10 ans.....

Mort ou travaux publics de 5 à 10 ans, selon les circonstances..... "

Mort avec dégradation militaire..... 209

Mort avec dégradation militaire..... 218

5 à 10 ans de travaux publics.....

1 an à 2 ans de prison.....

Mort. — 5 à 10 ans de travaux publics..... 217

2 à 5 ans de travaux publics..... 212

6 mois à 1 an de prison..... "

2 à 6 mois de prison..... "

Travaux forcés de 5 à 20 ans..... 263

Reclusion de 5 à 10 ans; emprisonnement de 3 à 5 ans.....

Emprisonnement de 5 à 6 mois..... 261

1 an à 5 ans de prison..... 264

Mort avec dégradation militaire..... (*) D 205

Dégradation militaire..... 260

6 mois à 1 an de prison..... 244

1 à 5 ans de prison..... 244

Détention de 5 à 20 ans..... (*) D 219

2 à 10 ans de travaux publics..... "

2 mois à 3 ans de prison..... "

(*) Article applicable aux hommes dans leurs foyers. (Voir les dispositions pénales, page 17.)

CRIMES OU DÉLITS.

PEINES.

ART.
du Code.

Violences envers une sentinelle ou vedette à main armée..... (*) D 220

Violences sans armes, mais en réunion de plusieurs personnes..... "

Violences personnelles..... "

Violences sans armes et par une seule personne..... 221

Voies de fait envers un supérieur avec préméditation et guet-apens..... 222

Voies de fait commises sous les armes envers un supérieur..... 223

Voies de fait envers un supérieur pendant le service ou à l'occasion du service.....

Voies de fait hors du service ou sans que cela soit à l'occasion du service.....

Voies de fait commises envers un supérieur par un réserviste ou par un homme de l'armée territoriale, postérieurement à son renvoi dans ses foyers, comme vengeance contre un acte d'autorité légalement exercé à l'occasion du service.....

— En cas de circonstances atténuantes.....

— A l'occasion d'un acte exercé en dehors du service, mais alors que le supérieur et l'inférieur étaient revêtus d'uniformes.....

— En cas de circonstances atténuantes.....

Voies de fait envers un inférieur sans motifs légitimes.....

Vol des armes et munitions appartenant à l'État, de l'argent de l'ordinaire, de la solde, des deniers ou effets quelconques appartenant à des militaires ou à l'État, si le coupable en est comptable.....

— En cas de circonstances atténuantes.....

Vol, s'il n'est pas comptable.....

— En cas de circonstances atténuantes.....

Vol chez l'hôte.....

— En cas de circonstances atténuantes.....

Vois qualifiés par le Code pénal ordinaire, selon les circonstances.....

Mort..... (*) D 220

5 à 10 ans de travaux publics..... "

1 à 5 ans de prison..... "

Mort avec dégradation militaire..... 221

Mort..... 222

Mort..... 223

5 à 10 ans de travaux publics.....

Mort..... (*) D 223

Détention de 5 à 20 ans..... (*) D 223

5 à 10 ans de travaux publics..... (*) D 223

2 mois à 5 ans d'emprisonnement..... (*) D 223

2 mois à 5 ans de prison..... (*) D 229

5 à 20 ans de travaux forcés..... (*) D 245

Reclusion de 5 à 10 ans, ou emprisonnement de 3 à 5 ans.....

Reclusion de 5 à 10 ans.....

Emprisonnement de 1 à 5 ans.....

Reclusion de 5 à 10 ans.....

Emprisonnement de 1 à 5 ans.....

Travaux forcés à perpétuité; travaux forcés à temps; reclusion ou emprisonnement.....

La loi du 19 juillet 1901 permet d'appliquer, en temps de paix, les circonstances atténuantes pour tous les crimes et délits énumérés ci-dessus et pour lesquels le code de justice militaire ne les prévoit pas.

La loi du 28 juin 1904, promulguée le 30 du même mois, rend la loi de sursis du 26 mars 1891 applicable aux individus condamnés par la juridiction militaire.

(*) Article applicable aux hommes dans leurs foyers. (Voir les dispositions pénales, page 17.)

**Dispositions de la loi du 15 juillet 1889, sur le recrutement de l'armée,
applicables aux hommes dans leurs foyers.**

Livret individuel. — Tout homme inscrit sur le registre matricule du recrutement reçoit un livret individuel qu'il est tenu de représenter à toute réquisition des autorités militaire, judiciaire ou civile.

En cas d'appel à l'activité ou de convocation pour des manœuvres, exercices ou revues, la représentation du livret individuel doit avoir lieu dans les vingt-quatre heures de la réquisition; dans un délai de huit jours en tout autre cas (art. 36).

Mariage. — Les hommes envoyés en congé après un an de service (1) (art. 21, 22 et 23 de la loi), les hommes de la disponibilité et de la réserve de l'armée active peuvent se marier sans autorisation (art. 25 et 58).

Père de quatre enfants vivants. — Les réservistes qui sont pères de quatre enfants vivants passent de droit dans l'armée territoriale (art. 58).

Marques extérieures de respect. — Lorsque les hommes de la réserve et de l'armée territoriale, même non présents sous les drapeaux, sont revêtus d'effets d'uniforme; ils doivent à tout supérieur hiérarchique en uniforme les marques extérieures de respect prescrites par les règlements militaires, et sont considérés sous tous les rapports comme des militaires en congé (art. 53).

Changement de domicile ou de résidence. — *Voyages.* — Tout homme inscrit sur le registre matricule du recrutement est astreint, s'il se déplace, aux obligations suivantes :

- 1° S'il se déplace pour changer de domicile ou de résidence, il fait viser, dans le délai d'un mois, son livret individuel par la gendarmerie dont relève la localité où il transporte son domicile ou sa résidence;
- 2° S'il se déplace pour voyager pendant plus d'un mois, il fait viser son livret avant son départ par la gendarmerie de sa résidence habituelle;
- 3° S'il va se fixer en pays étranger, il fait de même viser son livret avant son départ et doit en outre, dès son arrivée, prévenir l'agent consulaire de France, qui lui donne récépissé de sa déclaration et en envoie copie dans les huit jours au Ministre de la guerre.

A l'étranger, s'il se déplace pour changer de résidence, il en prévient, au départ et à l'arrivée, l'agent consulaire de France, qui en informe le Ministre de la guerre.

Lorsqu'il rentre en France, il se conforme aux prescriptions du paragraphe 1^{er} ci-dessus (art. 55).

Les hommes qui se sont conformés aux dispositions qui précèdent ont

(1) Ces hommes sont considérés et traités comme des disponibles.

droit, en cas de mobilisation ou de rappel de leur classe, à des délais supplémentaires pour rejoindre, calculés d'après la distance à parcourir (art. 56).

Appels en temps de paix. — Les hommes visés à l'article 23 de la loi envoyés en congé sur leur demande, après un an de présence sous les drapeaux, sont rappelés pendant quatre semaines, dans le cours de l'année qui précède leur passage dans la réserve de l'armée active (art. 23).

Les hommes de la réserve de l'armée active sont assujettis, pendant leur temps de service dans ladite réserve, à prendre part à deux manœuvres, chacune d'une durée de quatre semaines (art. 49).

Les hommes de l'armée territoriale sont assujettis à une période d'exercices dont la durée est de deux semaines (art. 49).

Les hommes de la réserve et de l'armée territoriale, qui en font la demande, peuvent être dispensés de ces manœuvres ou exercices comme soutiens indispensables de famille, s'ils en remplissent effectivement les devoirs (art. 49).

Le maire soumet la demande au conseil municipal; les généraux commandant les subdivisions statuent (art. 49).

Tout homme qui n'a pas rejoint au jour indiqué pour des manœuvres ou des exercices peut être astreint par l'autorité militaire à faire ou à compléter dans un corps de troupe le temps de service pour lequel il était appelé (art. 75).

Les hommes de la réserve de l'armée active et ceux de l'armée territoriale qui subissent, au moment de la convocation, la peine de l'emprisonnement en vertu d'un jugement, sont tenus d'accomplir leurs obligations d'activité au moment de l'appel qui suit leur élargissement (art. 41).

Mobilisation. — A la publication de l'ordre de mobilisation faite dans chaque commune, les hommes doivent se rendre à la destination indiquée par l'ordre de route contenu dans le livret et s'y présenter le jour marqué par ledit ordre (art. 73 et 75).

Dispositions pénales. — Sous les drapeaux, les hommes de la réserve et de l'armée territoriale sont soumis à toutes les obligations imposées aux militaires de l'armée active par les lois et règlements en vigueur.

Ils sont justiciables des tribunaux militaires, en temps de paix comme en temps de guerre :

1° En cas de mobilisation, à partir du jour de leur appel à l'activité jusqu'à celui où ils sont renvoyés dans leurs foyers;

2° Hors le cas de mobilisation, lorsqu'ils sont convoqués pour des manœuvres, exercices ou revues, depuis l'instant de leur réunion en détachement pour rejoindre ou de leur arrivée à destination s'ils rejoignent isolément, jusqu'au jour où ils sont renvoyés dans leurs foyers;

3° Lorsqu'ils sont placés dans les hôpitaux militaires ou dans les salles des hôpitaux civils affectées aux militaires et lorsqu'ils voyagent comme militaires sous la conduite de la force publique, qu'ils se trouvent détenus dans les établissements, prisons et pénitenciers militaires ou qu'ils subissent dans un corps de troupe une peine disciplinaire (art. 52).

En temps de paix, les militaires en congé rappelés sous les drapeaux, les hommes de la réserve et ceux de l'armée territoriale convoqués pour des manœuvres ou des exercices ou appartenant à des classes rappelées par décret, qui, hors le cas de force majeure, ne seront pas rendus le jour fixé au lieu indiqué par les ordres d'appel ou affiches, seront passibles d'une punition disciplinaire (art. 75).

En cas de récidive, ils seront considérés comme insoumis et punis d'un mois à un an de prison (art. 73 et 75).

En cas de mobilisation, les hommes appelés sont déclarés insoumis si, hors le cas de force majeure, ils n'ont pas rejoint dans les délais fixés. Ils deviennent passibles d'un emprisonnement de deux à cinq ans (art. 73 et 75).

Le seul fait, pour les hommes inscrits sur le registre matricule du recrutement, de se trouver revêtus d'uniforme dans un rassemblement tumultueux et contraire à l'ordre public et d'y demeurer contrairement aux ordres des agents de l'autorité ou de la force publique, les rend passibles des peines édictées à l'article 225 du Code de justice militaire (art. 54).

Les hommes de la réserve de l'armée active, de l'armée territoriale ou de sa réserve sont justiciables des tribunaux militaires, en temps de paix comme en temps de guerre, pour les crimes et délits prévus et punis par les articles du Code de justice militaire énumérés dans le tableau D annexé à la loi (1), lorsqu'après avoir été appelés sous les drapeaux ils ont été renvoyés dans leurs foyers.

L'application de ces articles est faite aux inculpés sous la réserve des dispositions spéciales indiquées audit tableau.

Toutefois, les hommes appartenant à l'armée territoriale ou à la réserve de cette armée ne sont plus justiciables des tribunaux militaires en temps de paix, pour les crimes et délits prévus par les deux paragraphes précédents, lorsqu'ils ont été renvoyés dans leurs foyers depuis plus de six mois, à moins que, au moment où les faits incriminés ont été commis, les délinquants fussent revêtus d'effets d'uniforme (art. 57).

(1) Articles 201, 205, 206, 208, 219, § 1^{er}, 220, 223, 224, 225, 226, 228, 229, 242, § 1^{er}, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254 et 255.

Ces articles sont signalés sur l'extrait du Code de justice militaire, pages 24 à 28 du livret individuel, par la lettre D, placée avant le numéro de chacun des articles dans la troisième colonne du tableau.

Visa de la gendarmerie constatant les changements successifs

DE DOMICILE.

DE RÉSIDENCE.

Vu à l'arrivée dans la commune

Vu à l'arrivée dans la commune

d

d

canton d

canton d

subdivision de région d

subdivision de région d

A , le 19 .

A , le 19 .

Le Commandant de la gendarmerie.

Le Commandant de la gendarmerie.

Vu à l'arrivée dans la commune

Vu à l'arrivée dans la commune

d

d

canton d

canton d

subdivision de région d

subdivision de région d

A , le 19 .

A , le 19 .

Le Commandant de la gendarmerie.

Le Commandant de la gendarmerie.

Vu à l'arrivée dans la commune

Vu à l'arrivée dans la commune

d

d

canton d

canton d

subdivision de région d

subdivision de région d

A , le 19 .

A , le 19 .

Le Commandant de la gendarmerie.

Le Commandant de la gendarmerie.

Vu à l'arrivée dans la commune

Vu à l'arrivée dans la commune

d

d

canton d

canton d

subdivision de région d

subdivision de région d

A , le 19 .

A , le 19 .

Le Commandant de la gendarmerie.

Le Commandant de la gendarmerie.

Visa de la gendarmerie constatant les déplacements successifs

POUR VOYAGER.

Vu au départ de la commune

d _____
 pour voyager en (1) _____
 A _____, le _____ 19 ____
 Le Commandant de la gendarmerie,

Vu au retour dans la commune

d _____
 canton d _____
 subdivision de région d _____
 (2) _____
 de l'intéressé.
 A _____, le _____ 19 ____
 Le Commandant de la gendarmerie,

Vu au départ de la commune

d _____
 pour voyager en (1) _____
 A _____, le _____ 19 ____
 Le Commandant de la gendarmerie,

Vu au retour dans la commune

d _____
 canton d _____
 subdivision de région d _____
 (2) _____
 de l'intéressé.
 A _____, le _____ 19 ____
 Le Commandant de la gendarmerie,

(1) Indiquer le pays.

(2) DOMICILE ou RÉSIDENCE, selon le cas.

POUR SE FIRED EN PAYS ÉTRANGER.

Vu au départ de la commune

d _____
 pour se rendre à _____
 A _____, le _____ 19 ____
 Le Commandant de la gendarmerie,

Vu au retour dans la commune

d _____
 canton d _____
 subdivision de région d _____
 (2) _____
 de l'intéressé.
 A _____, le _____ 19 ____
 Le Commandant de la gendarmerie,

Vu au départ de la commune

d _____
 pour se rendre à _____
 A _____, le _____ 19 ____
 Le Commandant de la gendarmerie,

Vu au retour dans la commune

d _____
 canton d _____
 subdivision de région d _____
 (2) _____
 de l'intéressé.
 A _____, le _____ 19 ____
 Le Commandant de la gendarmerie,

Visa de la gendarmerie constatant les changements successifs

DE DOMICILE.

Vu à l'arrivée dans la commune

d _____
 canton d _____
 subdivision de région d _____
 A _____, le _____ 19 ____
 Le Commandant de la gendarmerie,

Vu à l'arrivée dans la commune

d _____
 canton d _____
 subdivision de région d _____
 A _____, le _____ 19 ____
 Le Commandant de la gendarmerie,

Vu à l'arrivée dans la commune

d _____
 canton d _____
 subdivision de région d _____
 A _____, le _____ 19 ____
 Le Commandant de la gendarmerie,

Vu à l'arrivée dans la commune

d _____
 canton d _____
 subdivision de région d _____
 A _____, le _____ 19 ____
 Le Commandant de la gendarmerie,

DE RÉSIDENCE.

Vu à l'arrivée dans la commune

d _____
 canton d _____
 subdivision de région d _____
 A _____, le _____ 19 ____
 Le Commandant de la gendarmerie,

Vu à l'arrivée dans la commune

d _____
 canton d _____
 subdivision de région d _____
 A _____, le _____ 19 ____
 Le Commandant de la gendarmerie,

Vu à l'arrivée dans la commune

d _____
 canton d _____
 subdivision de région d _____
 A _____, le _____ 19 ____
 Le Commandant de la gendarmerie,

Vu à l'arrivée dans la commune

d _____
 canton d _____
 subdivision de région d _____
 A _____, le _____ 19 ____
 Le Commandant de la gendarmerie,

Arrivé au D D de remplacement
de Montluçon le 17 Mars 1919

Mis en route isolément sur
Desertines (Allier) le 18 Mars 1919

A percevoir la somme de
Neant

au titre de frais de déplacement.

Effets emportés par l'homme

1 veste
1 pantalon
1 bonnet de police
1 p. de bandes
1 p. de brodequins
1 chemise
1 caleçon

